



ST 6. Savoir, réception institutionnelle du genre et mouvements de femmes : politisation ou dépolitisation ?

Soutenue par le groupe de travail de l'ABSP : « Genre et politique »

Organisateurs :

Isabelle GIRAUD, Isabelle.Giraud@unige.ch

Université de Genève, Association suisse de science politique

Jane JENSON, jane.jenson@umontreal.ca

Université de Montréal, Société québécoise de science Politique

Bérengère MARQUES-PEREIRA, bmarques@ulb.ac.be

Université libre de Bruxelles, Association belge de science politique

Au Nord comme au Sud, à l'Ouest comme à l'Est, la réception institutionnelle du genre renvoie à l'institutionnalisation de la notion de genre et des rapports liés au genre au sein des structures de l'autorité politique que ce soit au niveau étatique, au niveau infra (régions, villes) ou supra-étatique (continental, mondial) ou encore au niveau supranational. La réception institutionnelle du genre peut être souvent interprétée comme le résultat d'une professionnalisation de plus en plus importante des mouvements de femmes et des mouvements féministes qui se sont largement institutionnalisés en groupes, associations, ONG, réseaux et centres d'études. Elle est également le fruit de l'expertise de genre incorporée dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques. Elle relève aussi de la manifestation de l'action publique des actrices politiques dans les parlements et les exécutifs, des « fémocrates » dans les agences étatiques et internationales consacrées aux droits des femmes et des féministes engagées dans des mouvements sociaux. Chacun des acteurs collectifs impliqués dans l'institutionnalisation produisent un savoir sur le système de genre, une production de connaissances, d'informations et de réflexions sur les modalités prises par l'exclusion des femmes et les limites de leur inclusion sociale et politique. Cette expertise incorporée dans l'élaboration des politiques publiques tend-elle à politiser ou, au contraire, à dépolitiser les revendications en jeu dans la participation des actrices sus nommées à la production de la normativité sociale qu'expriment ces politiques, et dans le déploiement d'une vigilance à l'égard des institutions que traduit l'évaluation de ces politiques ? Quels sont le rôle et la portée de ce savoir sur le système de genre dans les définitions concurrentielles, voire conflictuelles, des enjeux sociaux et politiques lors de leur mise à l'agenda ? La technicisation des politiques publiques va-t-elle nécessairement de pair avec une cooptation ou une neutralisation des acteurs et des actrices qui y sont impliqués ? Ou bien y a-t-il lieu de considérer plutôt l'existence de processus de re-signification et l'existence de dynamiques de luttes et de négociations à propos du sens à donner aux rapports liés au genre ? Les réponses à ces questions mettront l'accent sur les dilemmes et les ambiguïtés que connaissent aujourd'hui la citoyenneté et la participation. Ces dilemmes et ces ambiguïtés seront traités à travers trois focales: le savoir sur le système de genre, les déplacements de l'action citoyenne face aux relocalisations de l'action politique, et les mouvements de femmes et féministes. La première s'attachera à la notion de genre comme fruit des savoirs à la fois militants et académiques et cerner les glissements de sens notables du genre comme catégorie analytique critique au genre comme outil pragmatique et technico-bureaucratique, en passant au genre comme identité et concept normatif. La question posée sera celle de savoir si ce nomadisme dépolitise ou non les rapports de genre. La focale sur les déplacements de l'action citoyenne s'attachera particulièrement aux politiques sociales et portera son attention sur les dimensions genrées de leur élaboration et sur leurs effets genrés lors de leur mise en œuvre. La production et la transformation des rapports liés au genre et leurs significations au sein des politiques sociales seront aussi étudiées. L'analyse des politiques sociales envisagera leurs transformations actuelles, notamment au travers de la lutte contre la pauvreté et de l'investissement social. La question posée sur celle de savoir jusqu'à quel point l'accent mis sur les rapports de genre dans de telles luttes et politiques, tout comme leur absence explicite, peuvent aller de pair avec une occultation des inégalités sexuées. La focale sur les mouvements de femmes et féministes s'attachera notamment à leur organisation transnationale, à leur

capacité de résistance et de critique de la mondialisation et du néo-libéralisme. Une attention particulière sera également portée à l'étude des mouvements de femmes et féministes comme initiateurs de représentations du genre et comme promoteurs de luttes sur ces sens. L'accent sera mis aussi sur les mouvements parties prenantes de politiques publiques, en particulier de politiques sociales, qu'ils soient ou non critiques des modèles de développement dominants aujourd'hui.

Les propositions doivent parvenir à Bérengère Marques-Pereira (bmarques@ulb.ac.be), Jane Jenson (jane.jenson@umontreal.ca) et Isabelle Giraud (Isabelle.Giraud@unige.ch) au plus tard le 1/09/2010.